



RÉSISTANCE

LES NOUVEAUX CENSEURS

Cinq ans après l'attentat djihadiste à *Charlie Hebdo*, la France a rendu un hommage émouvant aux martyrs de la liberté que resteront Charb, Tignous, Wolinski et les autres, morts le crayon à la main et le trait d'humour aux lèvres. Pourtant, il ne faut pas se tromper sur le diagnostic. S'ils n'ont pas gagné, les fous de Mahomet ont marqué des points. Ils ont ébranlé des édifices que l'on croyait immuables, à commencer par la liberté de conscience.

Certes, comme l'a rappelé Reporters sans frontières, huit pays ont supprimé la notion de blasphème de leur cadre juridique depuis 2015, mais 69 continuent de le réprimer. Certains le punissent encore de la peine de mort, dont l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran. Partout, l'engrenage de la censure s'est imposé, jusqu'à conduire le *New York Times* à bannir le dessin de presse de ses éditions internationales, sous prétexte de ne pas heurter les âmes sensibles.

Même en France, le pays des droits de l'homme (qualité qu'il a payée dans le sang), souffle un vent de moraline qui anesthésie les esprits et atrophie les âmes, à croire que les frères Kouachi ont imposé post-mortem le diktat de la kalachnikov. Agresser des anonymes à l'arme blanche dans la rue est désormais immédiatement assimilé à un geste de « déséquilibré », à croire que l'on ne peut être à la fois détraqué et terroriste. Critiquer l'islamisme, c'est risquer l'accusation de racisme. Défendre la laïcité, c'est être un bouffeur de croyants. Comme le recensent trois membres de la bande à *Charlie* (Claude Ardid, Marika Bret et Nadège Hubert) dans un livre salutaire, *Qui veut tuer la laïcité ?* (Eyrolles), se revendiquer de la citoyenneté est devenu un sport de combat demandant courage et persévérance tant sont nombreux les faux amis de la liberté qui avancent voilés, parés de fanfreluches affriolantes.

Voltaire doit désormais marcher tête basse ; Daumier se cantonner dans le caricaturalement correct ; Desproges remuer sept fois sa langue dans sa bouche ; Tignous se retourner dans sa tombe et les membres de l'équipe de *Charlie Hebdo* vivre sous protection policière permanente. Bref, la liberté d'expression devrait porter le deuil. Certains, fort heureusement, résistent et refusent de baisser la tête. L'esprit *Charlie*, c'est ça. ■ JACK DION

IL A OSÉ LE DIRE

“Quand les Etats veulent, les Etats peuvent. Arrêtons de penser que seul le marché décide.”

BRUNO LE MAIRE, ministre de l'Economie, le *Journal du dimanche*, 5 janvier 2020.

L'AFFAIRE MATZNEFF

GAB OU PAS GAB

Dans une tribune dans le *Monde*, la journaliste et écrivaine Sylvie Brunel revient sur l'affaire Gabriel Matzneff pour rappeler, contrairement à ce que certains prétendent, les années 1980 n'ont jamais été « celles de l'acceptation de la pédophilie [...] le laisser-passer serait un mensonge ». Selon elle, les réactions à Matzneff ne contenaient que quelques « personnes persuadées de faire preuve d'ouverture d'esprit » : « cette complaisance ne reflétait absolument pas les mœurs de l'époque. La France profonde n'était pas moins, mais n'avait pas voix au chapitre ». Sylvie Brunel a sans doute raison, mais on se demande à quel point les choses ont changé. Si la pédophilie est fermement condamnée dans les médias, la France profonde est toujours représentée et vilipendée, voire censurée. Elle s'écarte un peu trop de la pensée juste et Sylvie Brunel se réjouit que « les femmes de la France ont été des jeunes filles osent enfin prendre la parole ». Auparavant, le *Monde*, comme tant d'autres journaux, avait ses colonnes à Matzneff, qui y a tenu une chronique hebdomadaire de 1977 à 1982. Aujourd'hui, les règles de la vertu, sur ce sujet comme sur d'autres, ont changé. Ce sont les deux faces d'une même médaille. La pensée majoritaire n'a pas pris le dessus sur la pensée dominante. Ce sont simplement des faces qui ne sont plus les mêmes. ■ S.P.

MEILLEURS VŒUX

La tête de Bolsonaro

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, a adressé ses vœux à des journalistes, en guise de vœux. « Vous êtes une espèce en voie de disparition », a-t-il dit. Ensuite, il a précisé que la presse « empoisonne le public », il a poursuivi : « Je crois que je vais aller chercher les journalistes du Brésil sous la responsabilité de l'Ibama », du nom de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables. Jair Bolsonaro ne goûte pas les révélations sur ses malversations financières qui s'ajoutent à sa conception particulièrement autoritaire de la démocratie, illustrée par le coup d'Etat qui lui a permis d'éliminer Lula, son concurrent. Voici peu, le président brésilien avait dénoncé un journaliste qui l'interrogeait sur l'enquête sur la corruption dont fait l'objet son fils, le sénateur Bolsonaro, en lui lançant : « Tu as une tête d'homosexuel ! » Reste à savoir si Jair Bolsonaro a vraiment une tête de président. ■ THOMAS